

développement à l'étranger et pour l'éducation y ayant trait a été beaucoup réduit, empêchant ainsi l'ACDI d'appuyer les initiatives de saine gestion des affaires publiques et de renforcer la société civile, ce qui sont les éléments clés des travaux concernant les droits de la personne.

Cette inquiétude reflétait l'opinion plus répandue selon laquelle, alors que la politique étrangère actuelle est consacrée à la promotion des « valeurs canadiennes », notamment les valeurs de base comme les droits de la personne, la démocratie, la liberté de la presse, la protection de l'environnement et le règlement pacifique des différends, les réductions de financement ont touché de manière disproportionnée les programmes et les institutions internationales mêmes qui peuvent aider à diffuser ces valeurs dans la communauté internationale. Les compressions budgétaires, enregistrées dans le soutien financier canadien au HCR et à la Commission des droits de l'homme, par exemple, alors que la promotion du commerce semble bénéficier d'une attention politique prioritaire, remettent en question l'engagement actuel de pure forme à l'égard de la consolidation de la paix et d'une politique étrangère fondée sur les valeurs.

La diminution de l'engagement concret à l'égard des « valeurs » a notamment pour conséquence de transférer aux ONG le soin de s'occuper de ces questions. De plus en plus, on demande à ces dernières non seulement de donner l'exemple, mais aussi d'assumer la principale responsabilité de promouvoir les préoccupations canadiennes attachées aux valeurs, telles que l'égalité des sexes, un gouvernement démocratique et l'éducation en matière de droits de la personne. Si ces valeurs sont essentielles dans la politique étrangère canadienne, il faut leur accorder une priorité stratégique et leur affecter d'importantes ressources économiques.

Les organisateurs du forum de Waterloo estiment qu'il est impératif d'encourager la participation des milieux d'affaires. Finalement, lorsqu'il y a eu une active participation opportune des milieux d'affaires, le secteur était à nouveau nettement sous-représenté. C'est une situation qui a peu de chance de changer si on ne modifie pas la manière dont les efforts sont déployés pour obtenir la participation du secteur des affaires. Ce secteur ne participe pas habituellement à des conférences et à des dialogues de politique multisectorielle (contrairement aux universitaires et aux ONG pour lesquels ces événements sont